

**AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE PASSE PAR
PROCEDURE NEGOCIEE AVEC PUBLICITE PREALABLE ET
AVEC MISE EN CONCURRENCE
(MARCHE RECONDUCTIBLE)
N°02/CS/2021**

Il sera procédé, dans les bureaux du Président de la Commune de Salé sis à Place Bab Bouhaja à l'ouverture des plis des candidatures relatifs au *marché reconductible passe par procédure négociée avec publicité préalable et avec mise en concurrence.*

OBJET DU MARCHE NEGOCIE

*Le présent marché reconductible passe par procédure négociée avec publicité préalable et avec mise en concurrence a pour objet : **Assurances incendies et responsabilité Civile « Commune de Salé. »***

MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du présent marché négocié est MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE

ESTIMATION DES COÛTS DES PRESTATIONS

*L'estimation des coûts de prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de **1 089 000,00 DHS (Un Million Quatre Vingt Neuf Mille dirhams).***

*Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **10 000.00 Dirhams (Dix Mille Dirhams).***

ADRESSE DU MAITRE D'OUVRAGE ET LE BUREAU POUR LE RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le présent marché reconductible passe par procédure négociée avec publicité préalable et avec mise en concurrence peut être retiré au Service des Marchés de la Commune de Salé sis à Place Bab Bouhaja, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de public:

www.marchéspublics.gov.ma

ADRESSE DU MAITRE D'OUVRAGE ET LE BUREAU OU LES OFFRES DES CONCURRENTS SONT DEPOSEES OU ADRESSEES :

- 1 Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- 2 Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre général de la Commune de Salé sis à Place Bab Bouhaja.
- 3 Soit les transmettre par voie électronique.

LISTE DES PIECES A FOURNIR POUR LES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 84 et l'article 85 paragraphe 5-6et 7 et l'article 25 du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013, Le dossier du marché négocié avec publicité préalable et mise en concurrence négocié doit comprendre :

A- Le cahier de prescriptions spéciales ;

B- Le dossier administratif doit comprendre au moment de la présentation de son offre :

a- Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics ;

b- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.

c- Un engagement qu'il doit régler les sinistres éventuels sans retard et sans aucune condition.

d- En cas de groupement, une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant, et ce conformément à l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité.

e- Lorsque le concurrent est un établissement public, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

f- Copie certifiée conforme à l'original de l'agrément d'exercer l'activité de l'assurance et la réassurance délivré par le ministre de l'économie et de finance.

Pour les Agents Généraux

- Décision de nomination délivrée par la Société d'assurance ou de réassurance mère ;
- Une attestation certificat que l'agent général est en situation régulière avec la Société d'assurance mère

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent :

- Cas de la personne morale :

* La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.

* un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société

* l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant. ;

b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de règlement, qu'il a constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à l'article 24 du décret du 20 mars 2013 relatif

aux marchés publics ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 27 juillet 1972 relatif au régime de sécurité social assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance social auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

Pour les concurrents non installés au Maroc, l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

C- Le dossier technique doit comprendre

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a réalisées ou auxquelles il a participé ;
- b. Les attestations délivrées par les demandeurs de prestation publics ou privés avec indication de la nature, le montant, les délais et les dates de livraison des dites fournitures, l'appréciation, le nom et la qualité du ou (des) signataire(s).

Les candidatures comprenant les dossiers administratifs et technique et le dossier additif ainsi que le cahier de prescriptions spéciales ; paraphé et signé par la personne habilitée par le concurrent à cet effet indiquant de manière apparente :

*Le nom et l'adresse du concurrent ;

*Le numéro de l'avis du marché négocié avec publicité préalable et mise en concurrence ;

*L'objet du marché négocié avec publicité préalable et mise en concurrence

*La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ; *L'avertissement que les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission de négociation.

Les concurrents admis après des dossiers administratifs, technique et le dossier additif seront consultes pour le dépôt de leurs offres financières

LA DATE LIMITE DU DEPOT DES CANDIDATURES :

Date et heure de dépôt des candidatures est Le 8/03/2021 à 14 heures

N.B il est prévu d'une visite des lieux 02/03/2021 à 10 heures

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE



JAMAA EL MOATASSIM
Président de la commune de Salé